

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MARDI 27 MARS 2007

DINSDAG 27 MAART 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 05 sous la présidence de Mme Pierrette Cahay-André.

01 Question de Mme Greet van Gool à la secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, sur "le Conseil supérieur national des personnes handicapées" (n° 14811)

01.01 **Greet van Gool** (sp.a-spirit) : Le Conseil supérieur national des personnes handicapées examine l'ensemble des problèmes rencontrés par les personnes atteintes d'un handicap lorsque ces difficultés relèvent de la compétence du pouvoir fédéral. Il émet des avis soit spontanément, soit sur l'initiative des ministres et formule des propositions relatives, notamment, à la coordination des dispositions légales.

Le Conseil se compose de 20 membres appartenant à des organisations d'aide aux personnes handicapées ou faisant autorité en la matière à la suite de leur engagement sur le plan scientifique ou social. Les membres sont nommés par le Roi pour une période renouvelable de six ans.

Étant donné l'importance des avis rendus par le Conseil supérieur, il est opportun que les 20 membres assurent la représentativité des divers types de handicaps. Actuellement, le Conseil ne comprend aucun représentant des associations nationales de personnes atteintes d'un handicap auditif. Envisage-t-on de combler cette lacune à l'occasion de la prochaine recomposition du Conseil ?

01.02 **Gisèle Mandaila Malamba**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je reconnais l'importance d'une bonne représentativité des handicaps lors de la composition du Conseil supérieur national des personnes handicapées. Plusieurs membres ont été remplacés au cours des derniers mois étant donné qu'ils ne pouvaient plus assister aux réunions pour diverses raisons.

(*En français*) Les membres ne pouvant plus assister aux réunions ont présenté la candidature d'un successeur provenant de la même association ou organisation.

Le président est depuis peu assisté de trois vice-présidents. Très expérimentés, ceux-ci ont été désignés en respectant la parité de genre et la représentativité linguistique.

La question du renouvellement du Conseil supérieur national des personnes handicapées était à l'ordre du jour de la réunion de bureau de ce matin. La procédure de renouvellement des mandats qui va s'enclencher devra aboutir en septembre 2007. Je souhaite que la représentativité des différents handicaps y soit respectée.

Une dame francophone atteinte de déficience auditive y représente les personnes sourdes et malentendantes depuis des années.

Les nouvelles candidatures et les demandes de renouvellement de mandats seront examinées en septembre prochain.

01.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : J'espère que la continuité du fonctionnement du Conseil pourra être assurée, y compris lors de son renouvellement en septembre.

Une dame francophone souffrant d'un handicap auditif est effectivement membre de ce Conseil mais elle ne représente pas les associations nationales de personnes présentant une déficience auditive. J'espère qu'un représentant officiel de ces associations siégera au nouveau Conseil.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Greet van Gool à la secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, sur "les examens médicaux" (n° 14812)

02.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Les personnes handicapées doivent subir un examen médical préalable pour avoir droit à une intervention, obtenir une carte de stationnement ou se faire délivrer une attestation officielle établissant leur handicap. Un questionnaire leur est remis à cette occasion. Leur taux de handicap est fixé sur la base des réponses qu'ils fournissent. Toutefois, ce questionnaire n'est pas toujours adapté à la spécificité du handicap. Et ce sont plus particulièrement les handicapés de l'ouïe qui éprouvent souvent les pires difficultés à obtenir une attestation.

Quand cet examen médical sera-t-il revu ? Le questionnaire sera-t-il désormais confectionné pour permettre d'établir tous les types de handicaps ?

02.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les services médicaux déterminent les conséquences du handicap. Celles-ci constituent la base de la décision relative à l'octroi de l'allocation de remplacement de revenus si la personne a moins de 65 ans. Ces services évaluent en outre le degré d'autonomie.

(En français) On ne calcule plus de degré de handicap.

Le service médical n'a pas pour tâche de reconnaître le handicap mais d'en apprécier les conséquences. Une étude vise à établir des critères objectifs permettant de déterminer les régimes des allocations familiales majorées ainsi que le régime pour les adultes. Les conséquences de toute forme de pathologie devront ainsi pouvoir être évaluées de manière fiable et reproductible.

Le service médical de la direction générale Personnes handicapées travaille actuellement à un contrôle de qualité sous la forme d'un protocole de supervision.

Il faut laisser aboutir l'étude pour arriver à des critères objectifs de qualité.

02.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : La secrétaire d'État a-t-elle déjà une idée du timing à fixer pour l'instauration de ce contrôle de qualité ? Il faudra prendre tous les facteurs en compte pour la détermination du degré d'autonomie, y compris ceux qui sont moins visibles.

02.04 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en français*) : Le calendrier n'est pas encore fixé car de nouveaux critères ont été pris en compte.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Greet van Gool à la secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, sur "la convention des Nations Unies pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées" (n° 14814)

03.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : La Convention de l'ONU pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées est ouverte à la ratification à partir du mois de mars 2007. Elle entrera en vigueur quand vingt pays l'auront signée. En décembre, la secrétaire d'État avait promis que la

Belgique serait l'un des premiers pays à la ratifier. Où en est-on ?

03.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en français*) : Je suis soucieuse que la Belgique compte parmi les premiers signataires de cette convention.

J'ai écrit au ministre des Affaires étrangères, au ministre-président de la Communauté flamande et à la ministre en charge du dossier à la Région wallonne et la Communauté française, pour attirer leur attention sur ce texte, à l'élaboration duquel les associations de personnes handicapées ont collaboré.

De mes contacts avec les Affaires étrangères, j'ai pu constater que les délégations de signatures nous permettront de signer la convention dès le 30 mars. La Belgique sera ainsi le premier pays à la signer.

Le groupe de travail mixte coordonné par les Affaires étrangères prépare aussi les instruments de ratification. Les travaux relatifs à l'exposé des motifs sont en voie de finalisation au niveau fédéral, et doivent être complétés par les instances fédérées.

03.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Je me réjouis que la convention puisse être signée vendredi. Je sais par ailleurs que les États fédérés ont fait le nécessaire et ont donné leur assentiment.

L'incident est clos.

Le **président** : L'interpellation n° 1067 de M. Luc Goutry a été supprimée. Les autres questions s'adressent à M. Vanvelthoven. L'interpellation n° 1069 de M. Patrick De Groote est reportée.

La discussion des questions est suspendue de 14 h 20 à 14 h 37.

04 Question de M. Guy D'haeseleer au ministre de l'Emploi sur "le cumul de jetons de présence et d'allocations diverses" (n° 14809)

04.01 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang) : À ce jour, aucun arrêté royal n'a encore été publié à propos du cumul d'allocations d'interruption avec les revenus provenant d'un mandat de conseiller provincial. Le ministre avait pourtant annoncé en début d'année que cette publication interviendrait rapidement. Quand l'arrêté royal sera-t-il publié ?

L'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif au cumul de jetons de présence avec des allocations de chômage et de jetons de présence avec une prépension ne mentionne pas le mandat de conseiller de district. L'arrêté royal sera-t-il adapté de manière à autoriser légalement ces cumuls pour les conseillers de district ?

04.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Le cumul d'allocations d'interruption avec les mandats de conseiller provincial et de district est réglé dans un projet d'arrêté royal soumis le 13 février dernier au Conseil national du Travail (CNT) et à l'ONEm. Cet arrêté devrait entrer en vigueur le 1^{er} avril mais le CNT n'a pas encore formulé d'avis à ce jour. Après insistance, cela devrait être chose faite fin mars. Le projet devra ensuite être soumis au Conseil d'État, qui disposera d'un mois pour formuler son avis. L'arrêté royal sera donc probablement publié dans le courant du mois de mai.

La date de prise d'effet des nouvelles règles de cumul a été fixée au 1^{er} décembre 2006 avec effet rétroactif. Cette date coïncide avec l'installation des nouveaux conseils provinciaux. Il n'est dès lors pas question d'un vide juridique.

L'arrêté royal de 1991 dispose d'ailleurs que les revenus d'un mandat de conseiller communal ou provincial ne sont pas considérés comme un salaire. Aussi l'ONEm ne voit-il pas d'inconvénient au cumul de ce mandat et d'allocations de chômage. Ceci vaut aussi pour les membres des conseils de district, que l'ONEm assimile aux conseillers provinciaux sur la base du principe d'égalité. En l'occurrence, les préretraités sont assimilés aux demandeurs d'emploi. Ces dispositions sont l'objet de directives internes de l'ONEm, aussi aucun problème ne se pose-t-il en réalité.

04.03 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang) : Tout finira donc par rentrer dans l'ordre, mais il faut bien admettre que le processus est lent. D'après le ministre, l'ONEm ne crée pas de difficultés en matière de cumul mais un arrêté royal serait tout de même préférable. Pourquoi les indemnités d'interruption en matière de crédit-temps ont-elles été mentionnées dans un arrêté royal, mais non les indemnités de chômage et les préretraites ? Une liste plus complète serait un plus pour la sécurité juridique.

L'incident est clos.

05 **Question de Mme Greet van Gool au ministre de l'Emploi sur "le congé en cas de placement familial" (n° 14815)**

05.01 **Greet van Gool** (sp.a-spirit) : Je me suis réjouie d'apprendre que le gouvernement a décidé, lors du conclave budgétaire de Louvain, d'instaurer un congé en cas de placement familial. J'avais moi-même déjà déposé une proposition de loi en ce sens. Je souhaiterais obtenir davantage d'informations à propos de ce congé. S'agit-il d'un congé réel ou d'une sorte de petit chômage ? Quand entrera-t-il en vigueur ?

05.02 **Peter Vanvelthoven**, ministre (*en néerlandais*) : Nous avons effectivement décidé d'instaurer le congé en cas de placement familial pour les personnes qui prennent l'engagement social d'accueillir quelqu'un dans leur famille. Un droit d'absence au travail en vue d'un placement familial sera créé dans le cadre de l'article 32 de la loi relative au contrat de travail.

Chaque famille aura droit à dix jours de congé maximum par année civile. En 2007, cinq jours seulement pourront être pris. Le Roi déterminera quelles situations de placement entreront en ligne de compte pour le congé en cas de placement familial et établira les règles précises pour la mise en œuvre du congé. Les personnes qui prennent un congé en cas de placement familial bénéficieront d'une allocation de l'ONEm. Le montant et les modalités d'octroi de cette allocation seront fixés par arrêté royal.

Le projet de loi instaurant le congé en cas de placement familial fait partie de la loi-programme qui se trouve actuellement au Conseil d'État et qui sera discutée au Parlement avant la fin de la législature.

05.03 **Greet van Gool** (sp.a-spirit) : Il s'agit d'un signe important d'appréciation pour l'engagement des familles d'accueil. Les différentes organisations de placement familial seront-elles consultées lors de l'élaboration de l'arrêté royal ?

05.04 **Peter Vanvelthoven**, ministre (*en néerlandais*) : Oui.

L'incident est clos.

06 **Question de M. David Geerts au ministre de l'Emploi sur "la publicité des horaires de travail des travailleurs à temps partiel" (n° 14831)**

06.01 **David Geerts** (sp.a-spirit) : L'article 171 de la loi-programme du 22 décembre 1989 stipule qu'à défaut de publicité des horaires des travailleurs à temps partiel, les travailleurs sont présumés avoir effectué leurs prestations à temps plein.

S'agissant de l'interprétation de cet article, la jurisprudence est divisée. C'est la raison pour laquelle j'aurais voulu savoir qui, précisément, peut invoquer cette présomption de travail à temps plein ? Par exemple, l'ONSS est-il le seul à pouvoir bénéficier de l'avantage de cette présomption ou celle-ci peut-elle être invoquée également par les travailleurs ? Entre-t-il dans les intentions du ministre de clarifier légalement ces différents points ?

06.02 **Peter Vanvelthoven**, ministre (*en néerlandais*) : L'article 171 a déjà été modifié à plusieurs reprises. C'est ainsi que les mots "sans que la preuve du contraire puisse être apportée" ont été supprimés. Cette suppression permet en fait une réfutation de ladite présomption. L'employeur peut donc apporter la preuve que le travailleur à temps partiel pour lequel il n'a pas respecté les règles légales en matière de publicité a bien effectué ses prestations à temps partiel, ce qui lui permet d'échapper à toute sanction.

L'exposé des motifs précise qu'à défaut de cette preuve, l'emploi doit être considéré et rémunéré comme un emploi à temps plein. L'irréfragabilité a été supprimée à la suite d'un arrêt de la Cour d'arbitrage, qui considérait qu'il y avait une incompatibilité entre la rémunération à temps plein – qui découlait de la preuve irréfragable – et les articles 10 et 11 de la Constitution. La présomption irréfragable au bénéfice des travailleurs salariés a été considérée comme étant disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur. Dans la loi telle qu'elle a été modifiée, la proportionnalité entre l'objectif poursuivi par le législateur et la sanction est raisonnable, puisque l'employeur n'est amené à payer la rémunération à temps plein que lorsqu'il ne peut pas prouver que le travailleur travaillait à temps partiel. Cela signifie que la présomption peut être invoquée par le travailleur lui-même.

Je n'ai pas l'intention de modifier cette loi.

L'incident est clos.

07 Question de M. David Geerts au ministre de l'Emploi sur "le mode de calcul de la durée du travail" (n° 14832)

07.01 David Geerts (sp.a-spirit) : Conformément à l'article 22 de la loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs, un travailleur a le droit d'exercer un contrôle sur la manière dont la quantité de l'ouvrage est mesurée et le montant de la rémunération est fixé. Dans certains secteurs, la rémunération est liée à la fourniture de certaines prestations, comme dans le secteur hôtelier où cette norme de productivité figure même dans un protocole d'accord.

Le ministre est-il au fait de l'existence de telles formes de rétribution ? Comment celles-ci peuvent-elles être contrôlées par les travailleurs et l'inspection ?

07.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : La loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs règle uniquement la protection de la rémunération du travailleur. La rémunération n'est pas déterminée par la loi mais par le biais de la concertation sociale.

La rétribution en fonction des prestations consiste généralement en une rémunération fixe, complétée par une partie variable. Cette forme de rétribution n'est guère répandue mais dans la mesure où elle fait l'objet d'un accord, elle est tout à fait légale.

L'inspection intervient lorsqu'une rémunération n'est pas ou n'est que partiellement payée et contrôle alors si les accords collectifs et individuels sont respectés.

07.03 David Geerts (sp.a-spirit) : J'étudierai cette réponse attentivement.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **Mme Nahima Lanjri au ministre de l'Emploi et au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les volontaires étrangers" (n° 14780)**

- **Mme Annelies Storms au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les volontaires étrangers" (n° 14859)**

08.01 Nahima Lanjri (CD&V): L'article 9 de la loi relative aux droits des volontaires stipule qu'un arrêté royal détermine les conditions sous lesquelles la loi et les arrêtés d'exécution relatifs à l'occupation de travailleurs étrangers ne s'appliquent pas au volontariat. Or, cet arrêté royal n'a toujours pas été publié. En attendant, le régime relatif à l'occupation de travailleurs étrangers reste intégralement d'application aux volontaires étrangers.

Cette situation entraîne un certain nombre de conséquences néfastes. Seuls les étrangers exemptés de carte de travail peuvent encore exercer une activité en qualité de volontaire. Ils doivent alors soit être détenteurs d'un droit de séjour illimité soit être mariés avec un ressortissant de l'UE. Les non-Belges en possession d'une carte de travail A, B ou C et les demandeurs d'asile n'ont plus le droit d'un point de vue

légal – contrairement à ce qui était le cas par le passé – d'être actifs en tant que volontaires.

De nombreuses organisations qui font habituellement appel à des étrangers en tant que volontaires, se retrouvent ainsi dans une zone grise juridique. Il en va par exemple ainsi des organisations fournissant une aide alimentaire ou des initiatives locales d'accueil (ILA) qui font appel à des demandeurs d'asile pour aider les personnes âgées ou travailler au sein du service vert de la commune. Ces organisations hésitent à présent à engager des demandeurs d'asile parce qu'ils risquent de ce fait d'enfreindre la loi.

Le ministre a déclaré que la finalité de cette nouvelle réglementation est d'empêcher l'exploitation des étrangers. Mais, dans la pratique, elle aura pour effet que les demandeurs d'asile ne pourront plus se rendre socialement utiles et seront ainsi moins bien intégrés.

Ce problème pourrait être résolu en obligeant les organisations à déclarer leurs volontaires étrangers aux CPAS et aux ILA. Le ministre avait promis de soumettre pour avis ces pistes de réflexion au Conseil supérieur des Volontaires et à l'Inspection du Travail. Le ministre a-t-il déjà reçu ces avis et compte-t-il promulguer un arrêté royal avant la fin de cette législature ?

08.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Il est exact qu'à mes yeux, il convient de donner aux étrangers la possibilité d'exercer un travail volontaire étant donné la pertinence sociale de cette option qui favorise par ailleurs l'intégration. Il faut cependant éviter toute forme d'exploitation.

J'ai prié plusieurs organismes compétents en la matière de rendre un avis sur d'éventuelles solutions telles qu'une obligation de notification, mais à ce jour, je n'ai encore reçu aucun avis hormis celui du *Vlaams Minderhedencentrum*. Les autres avis se faisant attendre, il ne sera probablement plus possible d'élaborer un arrêté royal avant la fin de cette législature.

08.03 Nahima Lanjri (CD&V) : Cet arrêté royal sera donc effectivement promulgué. Le ministre doit absolument encourager les organes qui n'ont pas encore répondu à réagir rapidement, pour que cette promulgation puisse encore intervenir avant la fin de la présente législature. Dans le cas contraire, l'éventuelle solution qui pourrait être apportée à ce grave problème, sera retardée de plusieurs mois et les organisations qui occupent des bénévoles étrangers resteront dans l'ignorance et refuseront, provisoirement, d'utiliser des demandeurs d'asile.

08.04 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : J'insisterai auprès des organes consultatifs concernés pour qu'ils fassent diligence de manière à pouvoir prendre des mesures excluant toute forme d'abus en ce qui concerne les volontaires étrangers.

La **présidente** : Mme Storms étant absente, sa question n°14859 sera soit reportée, soit transformée en question écrite. Elle pourrait d'ailleurs examiner le contenu de la réponse à la question de Mme Lanjri.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 15 h 12.

De vergadering wordt geopend om 14.05 uur en voorgezeten door mevrouw Pierrette Cahay-André.

01 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, over "de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap" (nr. 14811)

01.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): De Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap bestudeert alle tot de federale bevoegdheid behorende problemen van personen met een handicap. De Hoge Raad verstrekt op eigen initiatief of op dat van de ministers adviezen en doet voorstellen, onder meer inzake de coördinatie van de wettelijke bepalingen.

In de Raad zetelen twintig leden die behoren tot organisaties die zich bezighouden met personen met een handicap of die hun gezag ontleen aan hun inzet op wetenschappelijk of sociaal vlak. De leden worden door

de Koning benoemd voor een hernieuwbare periode van zes jaren.

Omdat de werking van de Hoge Raad belangrijk is, is het aangewezen dat de twintig leden representatief zijn voor de diverse soorten handicaps. Momenteel zetelt er geen vertegenwoordiger in de Raad van nationale verenigingen van mensen met een auditieve handicap. Binnenkort moet de Hoge Raad opnieuw samengesteld worden. Zal in de vernieuwde Raad deze lacune worden opgevuld?

01.02 Staatssecretaris **Gisèle Mandaila Malamba** (*Nederlands*): Het klopt dat representativiteit bij de samenstelling van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap heel belangrijk is. In de voorbije maanden werden er meerdere leden vervangen omdat zij om een of andere reden de vergaderingen niet langer konden bijwonen. (*Frans*)

(*Frans*) De leden die de vergaderingen niet langer kunnen bijwonen, hebben de kandidatuur van een opvolger uit dezelfde vereniging of organisatie voorgesteld.

Sinds kort wordt de voorzitter bijgestaan door drie ondervoorzitters die op een ruime ervaring kunnen bogen. Bij hun aanduiding werden de gendergelijkheid en de evenredige vertegenwoordiging van de landstalen in acht genomen.

De vernieuwing van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een handicap werd vanmorgen door het bureau besproken. De procedure betreffende de vernieuwing van de mandaten gaat binnenkort van start en zou tegen september 2007 rond moeten zijn. Ik wil dat de representativiteit van de diverse handicaps daarbij wordt geëerbiedigd.

Al jarenlang worden doven en slechthorenden door een Franstalige dame met een auditieve handicap vertegenwoordigd.

De nieuwe kandidaturen en de aanvragen tot hernieuwing van mandaten zullen in september worden onderzocht.

01.03 **Greet van Gool** (sp.a-spirit): Ik reken erop dat er geen breuk komt in de werking van de Raad en dat de continuïteit ook verzekerd blijft wanneer in september de Raad opnieuw wordt samengesteld.

Er maakt inderdaad een Franstalige dame met een auditieve handicap deel uit van de Raad, maar ze vertegenwoordigt niet de nationale verenigingen voor personen met een auditieve handicap. Ik hoop dat in de nieuwe Raad een officiële vertegenwoordiger van die verenigingen zetelt.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, over "de medische onderzoeken" (nr. 14812)**

02.01 **Greet van Gool** (sp.a-spirit): Personen met een handicap moeten een voorafgaand medisch onderzoek ondergaan om recht te kunnen hebben op een tegemoetkoming, een parkeerkaart of een officieel attest dat hun handicap vaststelt. Hierbij wordt hun een vragenlijst voorgelegd. De graad van handicap wordt vastgesteld op basis van de antwoorden. De vragenlijst is echter niet altijd aangepast aan het specifieke soort handicap van de ondervraagde. Vooral personen met een auditieve handicap hebben het daardoor vaak erg moeilijk om een attest te krijgen.

Wanneer komt er een herziening van de medische evaluatie? Zal de vragenlijst voortaan geschikt zijn om alle soorten handicaps te kunnen vaststellen?

02.02 Staatssecretaris **Gisèle Mandaila Malamba** (*Nederlands*): De medische diensten bepalen de gevolgen van de handicap. Daarop wordt dan de beslissing gebaseerd met betrekking tot een inkomensvervangende tegemoetkoming indien de persoon jonger is dan 65. Ook wordt de categorie van zelfredzaamheid vastgesteld.

(Frans) De graad van handicap wordt niet langer berekend.

De opdracht van de medische dienst bestaat er niet in de handicap te erkennen, maar de gevolgen ervan te beoordelen. Er zal een studie worden uitgevoerd met de bedoeling objectieve criteria vast te stellen voor zowel de regeling inzake verhoogde kinderbijslag als de regeling voor de volwassenen. Zo zouden de gevolgen van elk soort aandoening op een betrouwbare en herhaalbare manier moeten kunnen worden geëvalueerd.

De medische dienst van de Directie-generaal Personen met een handicap werkt op dit ogenblik aan een kwaliteitscontrole via een toezichtprotocol.

De studie moet eerst afgerond worden, en dan kunnen we met objectieve kwaliteitscriteria werken.

02.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Heeft de staatssecretaris enig zicht op de timing van die kwaliteitscontrole? Bij het vaststellen van de graad van zelfredzaamheid moet met alle factoren rekening worden gehouden, ook met de minder zichtbare.

02.04 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (Frans): Die timing ligt nog niet vast, want er wordt rekening gehouden met nieuwe criteria.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, over "de VN-conventie voor het vrijwaren en bevorderen van de rechten en de waardigheid van personen met een handicap" (nr. 14814)

03.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Vanaf maart 2007 ligt de VN-conventie voor het vrijwaren en bevorderen van de rechten en de waardigheid van personen met een handicap ter ratificatie. Wanneer twintig landen ze ondertekenen, wordt ze van kracht. De staatssecretaris beloofde in december dat België ze als een van de eerste landen zou ratificeren. Wat is de stand van zaken?

03.02 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (Frans): Ik dring erop aan dat België die overeenkomst als een van de eersten zou ondertekenen.

Ik heb de minister van Buitenlandse Zaken, de minister-president van de Vlaamse Gemeenschap en de bevoegde minister bij het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap een brief geschreven om hun aandacht te vestigen op deze tekst, waaraan ook de verenigingen voor gehandicapten hebben meegewerkt.

Door mijn contacten met Buitenlandse Zaken heb ik kunnen vaststellen dat we het verdrag op 30 maart al zullen kunnen ondertekenen dankzij de delegatie van de bevoegdheid om te ondertekenen. België zal daardoor het eerste land zijn dat het verdrag zal ondertekenen.

De door Buitenlandse Zaken gecoördineerde gemengde werkgroep bereidt ook de ratificatie-instrumenten voor. De werkzaamheden met betrekking tot de memorie van toelichting zijn bijna afgerond op federaal niveau, waarna ook de bevoegde instellingen van de deelgebieden nog hun duit in het zakje moeten doen.

03.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Het is een goede zaak dat de conventie vrijdag zal kunnen worden ondertekend. Ik weet dat ook de deelregeringen het nodige hebben gedaan en hun instemming hebben betuigd.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Interpellatie nr.1067 van de heer Luc Goutry werd geschrapt. De overige vragen zijn voor minister Vanvelthoven. Interpellatie nr. 1069 van de heer Patrick De Groote wordt uitgesteld.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 14.20 uur tot 14.37 uur.

04 Vraag van de heer Guy D'haeseleer aan de minister van Werk over "de cumulatie van presentiegelden en diverse uitkeringen" (nr. 14809)

04.01 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang): Tot op heden werd nog geen KB gepubliceerd over de cumulatie van onderbrekingsvergoedingen met inkomsten die voortvloeien uit een mandaat van provincieraadslid. De minister had begin dit jaar nochtans gezegd dat die publicatie snel zou gebeuren. Wanneer verschijnt het KB?

In het KB van 25 november 1991 over de cumulatie van presentiegelden met werkloosheidsuitkeringen en van presentiegelden met brugpensioenen wordt het mandaat van districtraadslid niet vermeld. Zal het KB zo worden aangepast dat deze cumulaties wettelijk in orde zijn voor districtsaadsliden?

04.02 Minister Peter Vanvelthoven (Nederlands): De cumulatie van onderbrekingsvergoedingen met de mandaten van provincie- en districtsraadslid wordt geregeld in een ontwerp van KB dat op 13 februari van dit jaar aan de Nationale Arbeidsraad (NAR) en aan de RVA werd voorgelegd. Op 1 april zou het in werking treden, maar tot op heden heeft de NAR nog geen advies gegeven. Na aandringen zou het eind maart klaar zijn. Nadien moet het ontwerp naar de Raad van State die een maand heeft om een advies te geven. Het KB wordt dus wellicht in de loop van de maand mei gepubliceerd.

De datum waarop de nieuwe cumulatieregels ingaan, werd retroactief bepaald op 1 december 2006. Die datum valt samen met de installatie van de nieuwe provincieraden, waardoor er geen juridische leemte is.

In het KB van 1991 staat trouwens al dat inkomsten uit een mandaat van gemeente- of provincieraadslid niet als loon worden beschouwd. De RVA maakt van een cumulatie met werkloosheidsuitkeringen dan ook geen probleem. Dat geldt ook voor leden van de districtsraden die door de RVA op basis van het gelijkheidsbeginsel gelijkgesteld zijn met provincieraadsliden. Bruggepensioneerden worden in deze gelijkgesteld met werklozen. Dat staat in de interne richtlijnen van de RVA, waardoor er zich eigenlijk geen problemen voordoen.

04.03 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang): Alles zal dus op zijn pootjes terechtkomen, maar het duurt wel erg lang. Volgens de minister maakt de RVA geen probleem van de cumulaties, maar het zou toch beter met een KB geregeld zijn. Waarom werden de onderbrekingsvergoedingen inzake tijdskrediet wel opgenomen in het KB, terwijl dit niet gebeurde voor werkloosheidsuitkeringen en brugpensioenen? Een vollediger lijst zou de rechtszekerheid ten goede komen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de minister van Werk over "het pleegzorgverlof" (nr. 14815)

05.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ik was verheugd te vernemen dat de regering op de begrotingstop in Leuven heeft beslist een pleegzorgverlof in te voeren. Zelf had ik ook al een wetsvoorstel in die zin ingediend. Graag had ik meer informatie gekregen over dit pleegverlof. Gaat het om een echt verlof of om een soort klein verlet? Wanneer treedt het in werking?

05.02 Minister Peter Vanvelthoven (Nederlands): Wij hebben inderdaad beslist om pleegzorgverlof in te voeren voor mensen die het maatschappelijk engagement aangaan om iemand in hun gezin op te nemen. In het kader van artikel 32 van de arbeidsovereenkomstwet komt er een recht op afwezigheid van het werk met het oog op het verstrekken van pleegzorg.

Elk gezin krijgt maximaal tien verlofdagen per kalenderjaar. In 2007 zullen maar vijf dagen mogen worden opgenomen. De Koning zal bepalen welke pleegsituaties in aanmerking komen voor het pleegverlof en zal de precieze regels voor de uitoefening van het verlof vastleggen. De pleegpersonen die pleegverlof opnemen, krijgen een uitkering van de RVA. De hoogte en de toekenningsmodaliteiten van die uitkering worden per KB bepaald.

Het wetsontwerp waarmee het pleegverlof wordt ingevoerd, maakt deel uit van de programmawet die nu bij de Raad van State ligt en die nog voor het einde van de regeerperiode in het Parlement wordt besproken.

05.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Dit is een belangrijk teken van waardering voor het engagement van pleeggezinnen. Wordt bij de opstelling van het KB samengewerkt met de verschillende pleegzorgorganisaties?

05.04 Minister **Peter Vanvelthoven** (Nederlands): Ja.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer David Geerts aan de minister van Werk over "de bekendmaking van werkroosters voor deeltijdse werknemers" (nr. 14831)

06.01 David Geerts (sp.a-spirit): Artikel 171 van de programmawet van 22 december 1989 zegt dat bij ontstentenis van de openbaarmaking van de werkroosters van deeltijdse werknemers, wordt vermoed dat de arbeidsprestaties voltijds werden verricht.

De rechtspraak verschilt van mening over de interpretatie van dit artikel. Daarom had ik willen weten wie zich nu precies kan beroepen op het vermoeden dat er voltijds werd gewerkt? Is het voordeel van dit vermoeden beperkt tot bijvoorbeeld de RSZ of kan ook een werknemer zich erop beroepen? Heeft de minister de intentie om een en ander wettelijk te verduidelijken?

06.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (Nederlands): Artikel 171 werd al enkele keren gewijzigd. Zo werden de woorden "zonder dat het tegenbewijs kan worden geleverd" geschrapt. Daardoor wordt een weerlegging van het vermoeden mogelijk. De werkgever kan dus het bewijs aanbrengen dat de deeltijdse werknemer waarvoor hij de wettelijke regels inzake bekendmaking niet gerespecteerd heeft, wel degelijk zijn prestaties deeltijds heeft verricht, waardoor de werkgever kan ontsnappen aan de sanctie.

De memorie van toelichting zegt dat bij gebrek aan dat bewijs het werk als voltijds moet worden beschouwd en betaald. De onweerlegbaarheid werd geschrapt naar aanleiding van een uitspraak van het Arbitragehof, dat een strijdigheid zag tussen de voltijdse verloning – die het gevolg was van het onweerlegbare bewijs - en de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het onweerlegbare vermoeden in het voordeel van de werknemers werd als disproportioneel beschouwd ten opzichte van het doel van de wetgever. In de gewijzigde wet is de proportie tussen het doel van de wetgever en de sanctie wel redelijk omdat de werkgever enkel het voltijdse loon moet betalen als hij niet kan bewijzen dat de werknemer deeltijds werkte. Dit betekent dat het vermoeden kan worden ingeroepen door de werknemer zelf.

Ik heb geen intentie om deze wet te wijzigen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer David Geerts aan de minister van Werk over "de wijze van berekening van de arbeidsduur" (nr. 14832)

07.01 David Geerts (sp.a-spirit): Volgens artikel 22 van de loonbeschermingswet van 12 april 1965 heeft een werknemer het recht om toezicht uit te oefenen op de wijze waarop de hoeveelheid arbeid wordt gemeten en het loonbedrag wordt bepaald. In sommige sectoren wordt het loon gekoppeld aan het leveren van bepaalde prestaties, zoals in de hotelsector waar deze productiviteitsnorm zelfs in een protocolakkoord wordt vermeld.

Weet de minister dat zulke verloningsvormen bestaan? Zijn ze wel wettelijk? Hoe kunnen ze worden gecontroleerd door de werknemers en de inspectie?

07.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (Nederlands): De loonbeschermingswet regelt enkel de bescherming van het loon van de werknemer. De vaststelling van het loon wordt niet door de wet bepaald, maar door het

sociaal overleg.

Prestatieverloning bestaat meestal uit een vast basisloon dat wordt aangevuld met een variabel deel. Dit soort verloning is niet erg verbreid. Als er een akkoord bestaat over de prestatieverloning, dan is deze manier van verlonen helemaal wettelijk.

De inspectie treedt op wanneer een loon niet of slechts gedeeltelijk wordt betaald. Zij controleert dan of de collectieve en individuele afspraken worden nageleefd.

07.03 David Geerts (sp.a-spirit): Ik zal dit antwoord nader bestuderen.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Nahima Lanjri aan de minister van Werk en aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "buitenlandse vrijwilligers" (nr. 14780)
- mevrouw Annelies Storms aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "buitenlandse vrijwilligers" (nr. 14859)

08.01 Nahima Lanjri (CD&V): De wet betreffende de rechten van vrijwilligers bepaalt in artikel 9 dat een koninklijk besluit de voorwaarden vastlegt waaronder de wet en de uitvoeringsbesluiten betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers niet van toepassing zijn op vrijwilligers. Dit KB is er echter nog altijd niet. Zolang blijft de regeling inzake tewerkstelling van buitenlandse werknemers onverkort van toepassing op buitenlandse vrijwilligers.

Dit heeft een aantal negatieve gevolgen. Uitsluitend vreemdelingen die vrijgesteld zijn van een arbeidskaart, kunnen nog actief zijn als vrijwilliger. Ze moeten dan ofwel een onbeperkt verblijfsrecht hebben of gehuwd zijn met een EU-onderdaan. Niet-Belgen met een arbeidskaart A, B of C en asielzoekers mogen - in tegenstelling tot vroeger - wettelijk gezien niet meer actief zijn als vrijwilliger.

Heel wat organisaties die traditioneel vreemdelingen als vrijwilliger inzetten, zijn hierdoor in een grijze zone beland. Dit geldt bijvoorbeeld voor organisaties die voedselhulp organiseren of lokale opvanginitiatieven (LOI) die asielzoekers inzetten bij hulp aan bejaarden of in de groendienst van de gemeente. Deze organisaties aarzelen nu om asielzoekers in te zetten omdat ze hierdoor de wet kunnen overtreden.

De minister heeft verklaard dat hij met die nieuwe regeling uitbuiting van vreemdelingen wil voorkomen. Ze leidt er in de praktijk echter toe dat asielzoekers zich niet langer maatschappelijk nuttig mogen maken en op die manier minder geïntegreerd raken.

Een meldingsplicht van de organisaties bij de betrokken OCMW's en LOI's zou dit probleem kunnen oplossen. De minister had beloofd deze denksporen voor advies voor te leggen aan de Hoge Raad voor Vrijwilligers en de Arbeidsinspectie. Heeft de minister deze adviezen al ontvangen en zal hij nog voor het einde van de regeerperiode een KB uitvaardigen?

08.02 Minister Peter Vanvelthoven (Nederlands): Het klopt dat ik er voorstander van ben om vreemdelingen vrijwilligerswerk te laten doen omdat zulks maatschappelijk relevant is en de integratie in de hand werkt. Alleen moet elke mogelijke uitbuiting vermeden worden.

Over mogelijke oplossingen, zoals de meldingsplicht, heb ik ondertussen het advies gevraagd van een aantal bevoegde organen, maar alleen van het Vlaams Minderhedencentrum heb ik al een advies ontvangen. Op de andere is het nog wachten. Dit betekent dat er wellicht voor het einde van de regeerperiode geen sprake meer zal kunnen zijn van een KB.

08.03 Nahima Lanjri (CD&V): Dat KB moet er wel degelijk komen. De minister moet absoluut de organen

die nog niet hebben geantwoord, aanzetten tot een spoedige reactie, zodat hij het KB nog voor het einde van de regeerperiode kan uitvaardigen. Zoniet loopt een mogelijke oplossing voor dit ernstige probleem een maandenlange vertraging op en blijven de organisaties die met buitenlandse vrijwilligers werken, in het duister tasten, zodat ze voorlopig geen asielzoekers meer zullen willen inschakelen.

08.04 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Ik zal bij de betrokken adviesorganen op uiterste spoed aandringen om maatregelen te kunnen treffen die elke vorm van misbruik van buitenlandse vrijwilligers uitsluiten.

De **voorzitter**: Aangezien mevrouw Storms afwezig is, zal haar vraag nr. 14859 ofwel worden uitgesteld ofwel in een schriftelijke vraag worden omgezet. Ze kan trouwens het antwoord op de vraag van mevrouw Lanjri bestuderen.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 15.12 uur.